

# **Le brasier irakien menace le pouvoir, l'autorité religieuse et l'Iran**

samedi 23 novembre 2019, par [KHALAF Safaa](#), [LARBI Hamid](#) (Date de rédaction antérieure : 4 novembre 2019).

**Depuis le début du mois d'octobre, les manifestations se multiplient en Irak. Autonomes par rapport à toutes les forces politiques, mobilisant en premier lieu les jeunes, elles ne mettent pas seulement en cause le gouvernement, mais aussi l'autorité religieuse et les ingérences de l'Iran.**

La révolte spontanée est subitement réapparue place Tahrir, au centre de Bagdad. Alors que dans les années passées, les partisans de Moqtada Sadr et leurs alliés communistes de circonstance, avaient pu encadrer le mouvement populaire contre le gouvernement, celui-ci affirme désormais son autonomie.

Le 1<sup>er</sup> octobre, pour la première fois depuis la naissance de l'Irak moderne il y a près de cent ans, le Hirak (Mouvement) est apparu autonome, prenant de court les candidats au pouvoir, les réduisant au silence. En visite à Téhéran, Moqtada Sadr s'est drapé de l'*abaya* de la retraite spirituelle (*itikaf*), après être apparu aux pieds du Guide de la révolution iranienne, aux côtés du général Qassem Soleimani, comme quelqu'un qui quémande l'absolution après des années de navigation loin des eaux iraniennes, et de repli incertain en terre saoudienne.

Les manifestations d'octobre 2019 surviennent avec le premier anniversaire de la répression brutale du [soulèvement de Bassora](#) en 2018, qui a failli entraîner la chute du régime. À l'époque, les Iraniens, comme à leur habitude, étaient intervenus pour l'étouffer par l'intermédiaire de leurs groupes armés. Ces nouvelles manifestations surviennent 85 ans après la proclamation par la Société des Nations (SDN), en 1932, de la fin du mandat britannique et d'un Irak indépendant.

## **LE FEU AUX POUDRES**

L'été avait été tranquille. La vague de colère populaire qui a secoué le pays en 2018 semblait n'être plus qu'un souvenir effrayant pour le pouvoir. La rue était en attente d'un nouveau sursaut à l'ombre du gouvernement faible de Adel Abdel Mahdi, l'homme aux allégeances changeantes. Les manifestations à Bagdad, le 1<sup>er</sup> octobre, étaient inattendues. Elles sont venues à la fin de la traditionnelle saison des manifestations estivales, car l'automne, moment de la rentrée scolaire, s'accompagne en général d'une baisse de la pression sur l'électricité.

Cette fois-ci, ces protestations ont été provoquées, contrairement à toutes les prévisions, par une étincelle jaillie, cinq jours auparavant, dans la matinée du 26 septembre, à partir d'un rassemblement de diplômés universitaires devant le siège du chef du gouvernement hors de la « zone verte ». Un rassemblement dispersé avec une violence injustifiée physique et verbale contre les manifestants, l'usage de canons à eau chaude et de gaz lacrymogènes.

Le lendemain, 27 septembre, le cabinet d'Abdel Mahdi annonçait en sa qualité de commandant en chef des forces armées, le limogeage du lieutenant-général Abdel Wahab Al-Saadi, commandant du service irakien de lutte contre le terrorisme, soutenu par les Américains, et sa mise à disposition du

département des retraites au ministère de la défense.

La décision d'Abdel Mahdi et la répression du sit-in des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ont incité des activistes à lancer un appel à manifester le 1<sup>er</sup> octobre sur la place Tahrir. Les autorités n'avaient pas accordé grand intérêt à cet appel tandis que la rue, habituée à ce genre de proclamation sur les réseaux sociaux, n'avait pas elle-même montré grand enthousiasme.

## **UNE MENTALITÉ SÉCURITAIRE**

Cependant, la mentalité sécuritaire considère toute invitation à manifester comme un « complot ». Quand les activistes, peu nombreux — quelques dizaines tout au plus — sont arrivés place Tahrir, ils ont été encerclés par des forces lourdement armées. En quelques instants, les charges ont lieu, la sombre fête de la mort s'est enclenchée ce soir-là : gaz, tirs à balles réelles et manifestants écrasés par les véhicules.

Ce jour-là, Bassora, bastion permanent de la contestation, était sous tension, mais silencieuse. Mais la ville voisine de Nassiriya s'est alors soulevée, suivie par d'autres villes proches. La surprise est venue de Najaf, la ville sainte où sont installés les grands dignitaires religieux chiites ( les *marja*, référents) dont l'ayatollah [Al-Sistani](#), tels des dieux attendant les offrandes des fidèles. Najaf a ainsi connu de vastes manifestations également réprimées avec violence.

Au cours des quatre dernières années, les manifestations avaient souvent éclaté à partir de Bassora, dans le sud de l'Irak. Cette fois-ci, c'est de Bagdad qu'elles ont été enclenchées et à un moment inattendu. Elles ont été le fait de groupes non traditionnels, sans leadership ni liens avec des organisations politiques. Habituellement, ce sont des « courtiers des manifestations » qui se chargent d'appeler à protester sur la scène publique. Cette fois-ci, ils ont complètement disparu face à l'authenticité de la colère.

Les indicateurs d'une explosion de la situation en Irak se sont accumulés avec le recul des spectres d'Al-Qaida et de l'organisation de l'État islamique (OEI), des groupes armés terroristes et des milices criminelles. Les Irakiens se sont retrouvés confrontés à des dangers tout aussi dévastateurs, tels que l'effondrement des services publics, le manque d'électricité, la chute du pouvoir d'achat et l'inflation. Un déficit budgétaire qui se creuse alors que les recettes diminuent, le tout baignant dans une vaste corruption qui semble s'étendre encore et une économie parallèle gérée par des partis et des groupes armés.

## **« LA MORT POUR FUIR LA MORT »**

L'idée essentielle que le pouvoir ne parvient pas à comprendre est que l'Irak est un pays jeune. Sa structure démographique est composée d'une jeunesse dynamique et mouvante. La proportion des personnes âgées décroît alors que celle des jeunes de 15-30 ans augmente. Près de 80 % de ces jeunes subissent le chômage, connaissent la misère et mènent une vie sombre sans perspectives, d'où l'accroissement rapide, sans précédent, du taux de suicide. Au cours des neuf premiers mois de 2019, 275 jeunes se sont suicidés selon le bureau de la Commission des droits de l'homme. Les autorités ont tué plus de 300 jeunes en un mois durant les manifestations. Bien entendu, ce chiffre des suicides n'est pas véritablement représentatif, car les familles et les commissariats de police — sur instruction du pouvoir — n'enregistrent pas la plupart des décès comme étant des suicides. Les familles ne le font pas en raison de la « honte sociale » associée au suicide. Le pouvoir, lui, est animé du souci de masquer l'échec du gouvernement.

La psychologie des Irakiens n'admet pas le suicide, mais cela constitue un choix préférable pour ceux qui fuient la mort lente à l'ombre d'un pouvoir corrompu. L'équation même d'un désespoir

social accablant. « La mort pour fuir la mort » est devenue désormais une équation plus évidente.

Bien que le pouvoir tente d'étouffer l'information pour couvrir ses crimes, l'examen des vidéos des manifestations d'octobre — qui font rage jusqu'à ce jour — montre une détermination des jeunes à faire face aux balles réelles avec un courage qui fait peur. La répression a été d'une brutalité inouïe : durant la première semaine (du 1<sup>er</sup> au 7 octobre), 100 jeunes ont été tués, et il y a eu près de 4 000 blessés. Certaines de ces blessures occasionnent une invalidité permanente. En 30 jours de protestation, le bilan est de 370 morts et plus de 10 000 blessés. Des massacres ont été commis avec une brutalité sans nom à Maysan, Kerbala et Bagdad.

Durant les quinze premiers jours de la protestation, le pouvoir a plongé le pays dans l'obscurité, Internet a été coupé et les communications brouillées, l'Irak a été ainsi totalement isolé du reste du monde. En même temps que la vague montante de meurtres pour endiguer la protestation, les milices du pouvoir, soutenues par des éléments iraniens, ont attaqué les chaînes de TV satellitaires, ainsi que les sociétés de radiodiffusion en direct. Un certain nombre de bureaux et de locaux ont été incendiés.

Face à ce pari despotique sur le meurtre pour stopper les protestations qui font vaciller le régime, les jeunes ont affronté la machine barbare de la mort, déboulant vers les places et les rues, désarmés, pacifiques, tandis que disséminés sur les toits des snipers cueillaient sans pitié leurs vies et leurs rêves.

## **UNE SOLUTION SÉCURITAIRE SANGLANTE**

Au-delà de l'empathie que l'on ressent en regardant ces vidéos d'assassinats, la question qui prévaut est celle-ci : pourquoi ces jeunes ne reculent-ils pas, pourquoi ne rentrent-ils pas chez eux dès lors que le pouvoir les tue sans pitié par le biais de groupes et des milices non irakiennes ? Pourquoi ne le font-ils pas alors qu'ils ont la certitude que le régime ne répondra pas à leur exigence de le voir partir ou même de réformer sa structure corrompue ?

La réponse est précisément dans ce désespoir désormais ancré. Le choix s'offre désormais entre le suicide comme geste individuel de protestation et le suicide de masse face à la brutalité de la répression, dans un rejet total du maintien du régime et de son emprise sur le pouvoir.

Face à l'intensification de la vague de protestation et son extension à d'autres villes comme Nassiriya, Najaf, Kerbala et aussi à Babel (Babylone), Diwaniya, Muthanna, Maysan, Wassit et Bassora, la peur est devenue le moteur du pouvoir alors qu'il aurait fallu prendre des mesures urgentes pour contenir la situation : traduire en justice quelques gros poissons de la corruption, engager une campagne de lutte contre le crime partisan organisé, assainir les institutions de l'État des mafias qui pillent le bien public, déployer l'armée dans les rues pour empêcher tout contre-mouvement des milices des partis et des factions du Hachd Al-Chaabi (Unités de mobilisation populaire) liés à l'Iran.

Mais la réponse, froide et totalement déconnectée de la réalité, a été un recours à la solution sécuritaire sanglante, aux discours provocateurs du premier ministre Adel Abdel Mahdi, son obstination à ne pas démissionner ; de même que des discours similaires des dignitaires religieux chiites de Najaf, qui n'étaient pas moins provocateurs, ni moins coupés de la réalité.

## **« LA MARJA'IYYA NE ME REPRÉSENTE PAS »**

Durant 16 ans, la *marja'iyya* [1] religieuse du Najaf jouissait d'un respect qui n'a cessé de refluer d'une année sur l'autre et d'une génération à l'autre. Les fidèles âgés de Sistani ont été poussés par

une génération très jeune qui ne regarde pas le turban noir avec déférence, mais considère au contraire que les religieux sont au cœur du régime et de sa corruption.

Ces jeunes ont lancé le hashtag « la marja'iyya ne me représente pas ». Le rejet des jeunes de la *marja'iyya* du Najaf a été embarrassant et il est venu à un moment délicat. Deux semaines avant le déclenchement de la protestation d'octobre, 33 personnes ont été tuées et des centaines d'autres — au moins — ont été blessées dans une bousculade à l'entrée du mausolée de l'imam Hussein à Karbala durant les cérémonies de l'Achoura.

Les autorités gouvernementales et religieuses ont considéré que la « bousculade » était un accident, mais des participants au rituel ont affirmé que c'est un affaissement du sol à l'entrée du mausolée, au niveau de Bab Al-Raja ( la Porte de l'espérance) qui a causé la catastrophe. Que ce soit une « bousculade » ou un « affaissement du sol », l'affaire a été classée sans questionnements.

## **UNE CATASTROPHE, MAIS AUCUNE SANCTION**

Les autorités religieuses investissent de manière opaque et hors de tout contrôle gouvernemental des fonds considérables dans des projets économiques et immobiliers en Irak et à l'extérieur, en lien avec le renforcement de leur poids financier et de leur pouvoir politique et militaire (elles disposent d'au moins deux divisions militaires). Elles prétendent que ces fonds viennent de l'impôt du *khoms* (littéralement « le cinquième) dont s'acquittent annuellement les chiites pour affirmer leur loyauté et leur foi et bénéficier de l'intercession après la mort.

Ces fonds sont investis par le biais d'organismes économiques, d'entreprises et de groupes familiaux, et une partie est consacrée à l'extension de la zone sacrée des sanctuaires par des constructions souterraines sur le modèle des extensions faites en Iran. Le plus grand investisseur y est le groupe Khatam Al-Anbiya'a (Sceau des prophètes), branche d'investissement des Gardiens de la révolution iraniens.

La catastrophe de Bab Al-Raja est ainsi passée sans la moindre sanction, les organismes religieux n'ont pas eu à rendre des comptes. Aucune enquête n'a été ouverte et aucune partie n'a assumé de responsabilité, ni « l'État » ni le gouvernement n'ont osé poser des questions. La *marja'iyya* de Sistani a justifié la mort des visiteurs par la « *ferveur des fidèles pour rejoindre leur saint* » !

Après des discours d'apaisement de Abdel Mahdi et de Sistani et malgré des appels à ne pas tirer sur les manifestants, les portes de l'enfer ont été ouvertes devant les protestataires, le rythme des assassinats a pris une folle dimension à travers le déploiement de snipers embusqués, l'utilisation de grenades et le bombardement au mortier de certains quartiers pauvres comme Sadr City. Moqtada Al-Sadr est alors intervenu pour protéger ses partisans et a menacé le régime de faire bouger sa milice si les assassinats de protestataires se poursuivaient.

## **PLUS DE CAPACITÉ À DIRIGER LE PAYS**

La légitimité du régime a pris fin en Irak. Les manifestations de colère, devenues quotidiennes, indiquent que le régime est au bord de la défaite. Avec tant de sang irakien versé, le régime n'a plus de légitimité. D'autres indicateurs le montrent : lors des législatives de 2018, les jeunes ont lancé une campagne de boycott des élections. Seulement 32 % des électeurs ont participé au vote à travers l'ensemble de l'Irak bien que la commission électorale ait déclaré un taux de participation de 48 %. Un chiffre trompeur, car il calcule le pourcentage de vote à l'étranger comme un taux parallèle au vote à l'intérieur. On comptabilise ainsi les 800 000 voix de l'extérieur avec les 8 millions de voix à l'intérieur et ainsi le taux de participation se trouve gonflé. Le régime n'a donc pas réussi à préserver sa légitimité par la pratique démocratique avant tout.

Fait remarquable, un aveu timide de la faillite du régime est venu de l'ancien chef de gouvernement, Haïdar Al-Abadi, qui a admis que « *le gouvernement a perdu la capacité de diriger le pays* ». Cela signifie que le groupe dirigeant est conscient du rejet populaire et que le régime n'est pas en mesure de combattre la mort pacifique des gens par la répression sauvage. Moqtada Al-Sadr s'est emparé du sang des victimes pour régler des comptes avec ses adversaires, annoncer qu'il désavoue le gouvernement d'Abdel Mahdi et exige son départ. Des annonces faites après un retour soudain de Téhéran, une capitale qui fustige avec colère les protestations comme étant une *fitna* (sédition) américano-sioniste et considère que les émeutes doivent cesser.

## UNE CORRUPTION ENDÉMIQUE

Le régime combat les protestataires, mais ne se remet pas en cause. Ces derniers réclament d'assainir le régime du fléau de la corruption et de rétablir l'autorité perdue de « l'État » du fait de l'hégémonie des factions armées (Hachd Al-Chaabi) qui obéissent à Téhéran et à leur forte représentation à la chambre des députés et au sein du gouvernement fédéral et des administrations locales. Sans oublier les partis et les courants religieux qui contrôlent les ministères et dépensent de l'argent public pour leur propre bénéfice.

La dilapidation des deniers publics — par la corruption — est estimée à 1 000 milliards de dollars (895 milliards d'euros) depuis 2003, ce qui explique l'extrême richesse des partis, leurs appareils économiques et leur force face à la pauvreté générale dont souffre le peuple irakien.

L'Irak a du mal à s'acquitter du financement annuel du secteur public qui croule sous le poids d'un chômage déguisé en suremploi et de recrutements de nouveaux diplômés selon des quotas politiques, destinés à contenir la colère de la population face à l'échec du gouvernement, à la corruption et la dilapidation croissante des ressources.

Chaque année, le déficit budgétaire augmente tout comme l'endettement. Selon le Fonds monétaire international (FMI), la dette irakienne qui s'élevait à 132,4 milliards de dollars (118,53 milliards d'euros) en 2018 atteindra un pic de 138 milliards de dollars (123,54 milliards d'euros) en 2020. L'an prochain, en 2020, l'Irak ne sera plus capable de réaliser des projets de développement ou de modernisation des infrastructures. La seule facture des pensions de retraite atteindra les 60 milliards de dollars (53,71 milliards d'euros) alors que les recettes pétrolières pourraient ne pas dépasser les 90 milliards de dollars (80,57 milliards d'euros) par an. Le déficit, lui, va se chiffrer à 45 milliards de dollars (40,29 milliards d'euros). Le gouvernement devra faire face à un taux de chômage de 16 % au sein d'une population croissante alors que les niveaux de pauvreté sont déjà élevés : 22,5 % à l'échelle nationale. Dans les provinces ravagées par l'OEI, le taux est 41,2 %. L'Irak est classé parmi les pays les plus corrompus, il occupe le 168<sup>e</sup> rang sur 180 pays, selon le [classement de Transparency International](#).

Le problème réside dans la manière de penser du pouvoir qui cherche à acheter la paix sociale par des promesses prodiguées aux pauvres. Les pauvres, eux, savent parfaitement que le régime n'est pas capable de réaliser ses promesses à l'ombre de la prédation continue des richesses et de la terrible immunité dont jouissent les gros poissons de la corruption qui ne sont jamais poursuivis.

Les mesures gouvernementales sont totalement infructueuses dans la lutte contre la corruption et sont soumises au chantage de milices influentes. Dans une mesure vaine, l'actuel premier ministre, Adel Abdel Mahdi, a annoncé, il y a un an, la formation d'un « Conseil suprême contre la corruption ». À ce jour, aucun corrompu n'a été traduit en justice.

Début décembre 2018, des hommes armés ont assassiné Azhar Al-Yassiri, directeur général du Bureau de surveillance financière. Il avait succédé à ce poste à Ihsan Karim, également assassiné

devant son domicile en juillet 2018. Ces deux faits soulignent de manière éloquente la puissance de la corruption face à la faiblesse de l'État irakien.

## **RENFORCER LES RÉSEAUX CLIENTÉLISTES**

La reprise des manifestations en Irak, avec cette ampleur et cette spontanéité, reflète un véritable rejet du régime et du pouvoir après l'échec d'une expérience de 16 ans. Cet échec est devenu encore plus complexe du fait de la structure de la corruption, de la multiplicité des chefs qui pillent les richesses irakiennes et de l'appauvrissement des populations.

L'absence de toute tentative réelle de réformes et la persistance du pouvoir dirigeant avec ses partis, ses courants et ses milices, à tergiverser face aux revendications, à détourner les ressources au profit de l'Iran et du régime de Bachar Al-Assad à Damas, à renforcer son oppression à l'intérieur, tout cela conforte la conviction qu'il ne veut pas d'un vrai changement. Bien au contraire, ce pouvoir ne fait que renforcer les réseaux clientélistes qui favorisent la corruption au sein de la société.

Le soulèvement actuel exprime un profond désespoir quant à la capacité du régime à changer, une envie de suicide collectif par le biais des manifestations face à la cruauté de la répression qui n'hésite pas à faire usage de tirs à balles réelles. Le courage du désespoir pour échapper à une réalité sinistre. La particularité de ces protestations est qu'elles ont été enclenchées par des groupes de jeunes éclairés, des diplômés universitaires rejoints par de jeunes chômeurs désespérés.

La population est désormais convaincue que le régime n'est pas réformable. La jeune génération ne peut croire aux slogans de la réforme alors qu'elle observe la corruption du pouvoir et de ses partis. Aussi, les nouvelles promesses seront le brasier dans lequel le régime s'est lui-même jeté, permettant ainsi le passage vers une nouvelle République.

### **Safaa Khalaf**

Journaliste et chercheur irakien dans le domaine de la sociologie et de l'analyse de crise. Prix Naseej 2017 de l'Agence française de coopération médias (CFI) pour des recherches sur le pluralisme culturel et religieux au Proche-Orient.

*Traduit par Hamid Larbi.*

---

**Safaa Khalaf**  
**Hamid Larbi**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.*

---

**P.-S.**

Orient XXI

<https://orientxxi.info/magazine/le-brasier-irakien-menace-le-pouvoir-l-autorite-religieuse-et-l-iran,340>  
1

---

## Notes

[1] NDLR. La *marja'iyya* a été l'institution qui matérialise l'autorité religieuse dans l'islam chiite. Elle est exercée par un grand clerc, le *marja*, « référent » pour ceux qui suivent ses préceptes.